



SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
Du Jeudi 8 décembre 2022
Compte rendu par extraits
Conformément aux articles L 2121-25 et R 2121-11 du CGCT

Le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire sous la présidence de Maître Jordan DARTIER, Maire.

Présents :

Mmes et MM. Jordan DARTIER, Bernard SAUCEROTTE, Sandrine MAZARS, Gérard ALLARD, Pascale GENIEIS-TORAL, Jacques BOLINCHES, Nicole LEFFRAY-VINCENTS, Jean-Luc PRADES, Muriel PRADES, Pierre ROS, Chantal MESLARD, Elie SOTOMAYOR, Gilbert GIMBERNAT, Marie SANCHEZ-RUIZ, Claude DAULIACH, Carole MAUREL, Isabelle E SILVA PENDRELICO, Sylvie MACEL, Jean-Luc LENOIR, Pascal VIVIANI, Sandrine MORONI, Elisabeth CERNEAU (présente jusqu'à 18H20), Yvon MARTIN.

Procurations :

*Lucette ALBERTO donne pouvoir à Gérard ALLARD,
Maryse OLIVÉ donne pouvoir à Muriel PRADES,
Carl COIGNARD donne pouvoir à Carole MAUREL,
Jean-Philippe COMPAN donne pouvoir à Pascale GENIEIS-TORAL,
Lucien BABAU-RODRIGUEZ donne pouvoir à Bernard SAUCEROTTE,
Olivier CABASSUT donne pouvoir à Pascal VIVIANI,
Elisabeth CERNEAU donne pouvoir à Yvon MARTIN à partir de 18H20.*

Monsieur le Maire déclare la séance ouverte, après avoir constaté le quorum, à 18h00.

Gérard ALLARD est désigné secrétaire de séance.

Le compte rendu de la séance du 6 octobre 2022 est approuvé à l'unanimité.

Ordre du jour

Délibération n°2022-12-08-1a

Objet : Convention de mise à disposition de caméras de chasse entre le SICTOM et la commune

Le SICTOM PEZENAS-AGDE propose à la commune de mettre en place un dispositif de lutte contre les dépôts illicites qui nuisent tant à l'image du territoire qu'à la propreté et la salubrité publique.

Afin de lutter contre ces incivilités, la ville de Vias souhaite bénéficier de la mise à disposition gracieuse de caméras de chasse qui vont faciliter l'identification des contrevenants.

Cette convention a une durée de 2 semaines et sera reconduite automatiquement sauf dénonciation d'une des deux parties.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

APPROUVE la convention,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ce document.

Délibération n° 2022-12-08-2a

Objet : Motion de la Commune de Vias.

Le Conseil Municipal de la commune de Vias, réuni le 8 décembre 2022, exprime sa profonde préoccupation concernant les conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de la commune, sur sa capacité à investir et sur le maintien d'une offre de services de proximité adaptée aux besoins de la population.

Nos communes et intercommunalités doivent faire face à une situation sans précédent :

Estimée pour 2022 et 2023 à environ 5,5%, l'inflation, à son plus haut niveau depuis 1985, va faire augmenter les dépenses annuelles de fonctionnement de plus de 5 M€.

Les coûts de l'énergie, des produits alimentaires et des matériaux connaissent une hausse spectaculaire qui à elle seule compromet gravement l'équilibre des budgets de fonctionnement et les capacités d'investissement des communes et de leurs intercommunalités.

Enfin, l'augmentation de 3,5% du point d'indice, mesure nécessaire pour les agents territoriaux, ajoute une charge supplémentaire de 2,3 M€ pour nos collectivités.

Après quatre ans de baisse des dotations de 2014 à 2017, la réduction des moyens s'est poursuivie depuis 2017 avec le gel de la DGF et la baisse chaque année des attributions individuelles pour plus de la moitié des collectivités du bloc communal.

Les projets de loi de finances et de programmation des finances publiques proposent de rajouter encore des contraintes avec la suppression de la CVAE et une nouvelle restriction des interventions des collectivités locales, à hauteur de 15 M€ d'ici 2027, par un dispositif d'encadrement des dépenses comparable à celui dit de Cahors et visant un plus grand nombre de communes et d'intercommunalités.

Ces mesures de restriction financières de nos communes ne se justifient pas : les collectivités ne sont pas en déficit et les soldes qu'elles dégagent contribuent au contraire à limiter le déficit public.

Les erreurs du passé ne doivent pas être reproduites : depuis 2014, la baisse cumulée des dotations, qui représente un montant de 46 M€ a conduit à l'effondrement des investissements alors que les comptes de l'Etat n'ont fait apparaître aucune réduction de déficit : celui de 2019, juste avant la crise sanitaire, est resté au même niveau qu'en 2014 (3,5% du PIB).

Face à l'impact de la crise économique, il est essentiel de garantir la stabilité en Euros constants des ressources locales pour maintenir l'offre de services à la population, soutien indispensable au pouvoir d'achat des ménages.

Face à la faiblesse de la croissance annoncée à 1% en 2023, l'urgence est également de soutenir l'investissement public local qui représente 70% de l'investissement public et constitue une nécessité pour accompagner la transition écologique des transports, des logements et plus largement de notre économie.

Dans un contexte de crise mondiale, le Parlement doit prendre la mesure de cette réalité et permettre aux communes et intercommunalités de disposer des moyens d'assurer leurs missions d'amortisseurs des crises.

La commune de Vias soutient les positions de l'Association de Maires de France qui propose à l'Exécutif :

- d'indexer la DGF sur l'inflation 2023, afin d'éviter une nouvelle réduction des moyens financiers du bloc communal de près de 800 millions d'euros. La revalorisation de la DGF est également indispensable pour engager une réforme globale de la DGF, visant notamment à réduire les écarts injustifiés de dotations,
- de maintenir l'indexation des bases fiscales sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de novembre 2022 (+6,8% estimés),

- soit de renoncer à la suppression de la CVAE, soit de revoir les modalités de sa suppression. Adossée à la valeur ajoutée et déductible du bénéfice imposable à l'IS, la CVAE n'est pas déconnectée des performances de l'entreprise, elle n'est pas un impôt de production mais constitue un lien fiscal essentiel entre les entreprises et leur territoire d'implantation.

Les collectivités ne sont pas responsables du niveau élevé des prélèvements obligatoires, la fiscalité locale ne représentant que 6,5% du PIB sur un total de 44,3%,

Si la suppression de la CVAE devait aboutir, il serait alors indispensable de la remplacer par une contribution locale, sur laquelle les collectivités garderaient le pouvoir de taux et/ou d'assiette. Dans l'attente d'un dispositif élaboré avec les associations d'élus, la commune de Vias demande un dégrèvement permettant une compensation intégrale.

- de renoncer à tout dispositif punitif d'encadrement de l'action locale. Les 15 M€ de restrictions de dépenses imposés aux collectivités locales d'ici 2027 sont en réalité des restrictions imposées à la population car c'est autant de moins pour financer l'offre de services,

- de réintégrer les opérations d'aménagement, d'agencement et d'acquisition de terrains dans l'assiette du FCTVA. Cette réintégration doit être opérée en urgence pour permettre notamment aux collectivités locales frappées par les incendies d'avoir de nouveau accès au FCTVA pour l'aménagement des terrains concernés,

- de rénover les procédures d'attribution de la DETR et de la DSIL pour permettre une consommation des crédits votés en lois de finances. En particulier, la commune de Vias demande la suppression des appels à projets, et, pour l'attribution de la DSIL, l'instauration d'une commission d'élus et la transmission des pouvoirs du préfet de région au préfet de département. Cette même logique doit prévaloir pour l'attribution du « fonds vert ».

La commune de Vias demande que la date limite de candidature pour la DETR et pour la DSIL intervienne après le vote du budget primitif concerné. Cette évolution permettrait de donner plus de temps aux échanges avec les services de l'Etat et d'appréhender l'ensemble des projets éligibles.

Enfin, dans un souci de simplification, lorsque le cumul des deux dotations est possible, il faut que le même dossier puisse servir à l'instruction de l'attribution des deux dotations.

Concernant la crise énergétique, la Commune de Vias soutient les propositions faites auprès de la Première ministre par l'ensemble des associations d'élus de :

Créer un bouclier énergétique d'urgence plafonnant le prix d'achat de l'électricité pour toutes les collectivités locales, éventuellement assorti d'avances remboursables,

Permettre aux collectivités de sortir sans pénalités financières des nouveaux contrats de fourniture d'énergie, lorsqu'elles ont dû signer à des conditions tarifaires très défavorables,

Donner aux collectivités qui le souhaitent la possibilité de revenir aux tarifs réglementés de vente (TRV) – c'est-à-dire aux tarifs régulés avant l'ouverture à la concurrence - quels que soient leur taille ou leur budget.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,

DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (27 Pour / 2 Abstentions)

DECIDE d'adopter la motion présentée ci-dessus.

Délibération n° 2022-12-08-2b

Objet : Délibération autorisant le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement (dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent).

Le Budget Primitif 2023 de la commune sera voté au cours du premier trimestre 2023 conformément à l'article L 1612-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) modifié par la loi n°2012-1510 du 29 décembre 2012.

Dès lors, il convient d'appliquer les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du CGCT modifié par la loi 2012-1510 du 29 décembre 2012 – article 37, qui prévoient que :

« (...) jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. (...) ».

Le montant des dépenses d'investissement inscrites au Budget Primitif 2022 (hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts ») était de : 8 330 417.57 €.

Conformément aux textes applicables, il est proposé au Conseil Municipal de faire application, le cas échéant, de cet article à hauteur maximale de 2 082 604.39 €, soit 25% de 8 330 417.57 €.

Les crédits seront affectés comme suit :

Op. 810-2031 : Réalisation d'un parking : 20 100 €

Op. 811-2031 : Etudes divers projets : 30 000 €

Op. 821-2031 : Construction Cantine : 70 000 €

Op. 822-2315 : Parking des Pêcheurs : 100 000 €

Op. 823-2315 : Conteneurs enterrés : 25 000 €

Op. 903-2188 : Acquisition de matériel : 100 000 €

Op. 924-21534 : Eclairage Public : 100 000 €

Op. 925-2182 : Achat de véhicules : 50 000 €

Op. 928-2135 : Rénovation de bâtiments communaux : 100 000 €

Op. 934-2316 : Travaux Eglise St Jean Baptiste : 20 000 €

Op. 941-2315 : Travaux de voirie : 165 000 €

Op. 948-2183 : Acquisition de matériel informatique : 20 000 €

Op. 949-2315 : Avenue de la Méditerranée : 500 000 €

Op. 950-20421 : Esthétique centre-ville : 10 000 €

Op. 952-2031 : Réalisation ZAC : 500 000 €

Op. 953-2315 : Accessibilité bâtiments : 100 000 €

Op. 956-2188 : Signalétique : 10 000 €

Op. 961-2315 : Rénovation réseaux Telecom-EDF : 40 000 €

Op. 964-2112 : Acquisitions diverses : 100 000 €

Op. 992-2031 : Révision du PLU : 20 000 €

Soit un total de : 2 080 100 € (inférieur au plafond autorisé de 2 082 604.39 €).

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,

DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (23 Pour / 6 Abstentions)

DECIDE d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2023, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, comme susvisé.

Délibération n° 2022-12-08-2c

Objet : Demande de subvention à la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée pour la restauration du tableau « La décollation de Saint Jean Baptiste ».

Dans le cadre du dispositif intercommunal d'aide à la restauration du petit patrimoine, la commune souhaite solliciter une subvention auprès de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée pour la restauration du tableau « La décollation de Saint Jean Baptiste » exposé au sein de l'Eglise Saint Jean Baptiste de Vias.

Le coût de la restauration est chiffré à 12 666 € HT.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

DECIDE d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, dans le cadre du dispositif intercommunal d'aide à la restauration du petit patrimoine pour la restauration du tableau « La décollation de Saint Jean Baptiste ».

Délibération n° 2022-12-08-2d

Objet : Durée d'amortissement sur le budget principal de la Commune.

Conformément à l'article R.2321-1 du CGCT, les communes de plus de 3 500 habitants doivent délibérer pour fixer la durée d'amortissement de chaque nouvelle catégorie de Biens communaux.

Concernant les charges relatives à la gestion de la téléphonie et des copieurs, il conviendrait d'amortir ces charges sur le compte 28046, pour lequel Monsieur le Maire propose, une durée d'amortissement de 5 ans, conformément à la nomenclature M14.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

DECIDE d'accepter la durée d'amortissement de 5 ans pour le compte 28046.

Délibération n° 2022-12-08-2e

Objet : Modification des tarifs du règlement de l'occupation temporaire du domaine public : marchés, halles, braderies, activités foraines... sur la commune de VIAS.

L'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques pose le principe selon lequel toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Or il est nécessaire de compléter ou d'ajuster les tarifs déjà existants afin de prendre en compte des demandes récentes liées à de nouvelles opérations commerciales, des actions événementielles, des animations festives...

Ainsi, il convient de modifier l'annexe I du règlement de l'occupation temporaire du domaine public pour les tarifs suivants :

Terrasses commerciales :

Vias Centre : 5 € le m² par mois (abonnement annuel),

Vias Plage : 7 € le m² par mois (abonnement annuel).

Les tarifs ci-après restent inchangés :

I – Marchés alimentaires et produits manufacturés :

Abonnement à l'année, du 1^{er} janvier au 31 décembre : 1.50 € le mètre linéaire, par jour de marché,

Abonnement estival, du 1^{er} juillet au 31 août : 2 € le mètre linéaire, par jour de marché,

Tirage au sort, tarif unique : 2 € le mètre linéaire, par jour de marché,

Halles : 3 € par étal et par jour.

Branchement électrique simple : 3.50 € par jour.

II – Marchés événementiels :

Marché Artisanal Nocturne : 2 € le mètre linéaire, par jour de marché et branchement électrique simple : 3.50 € par jour.

Vias Terroir Fleuri : 20 € sans électricité et 24 € avec électricité, par jour.

Vias Terroir d'Automne : 20 € sans électricité et 24 € avec électricité par jour.

Noël : pour la durée de la manifestation :

Gratuité pour les associations

200 € toutes charges incluses pour les petits chalets

300 € toutes charges incluses pour les grands chalets

200 € toutes charges incluses pour les Food Trucks.

Braderie : 20 € pour 4 mètres linéaires, par jour.

Marché des Producteurs de Pays : 2 € le mètre linéaire, par jour de marché et branchement électrique simple : 3.50 € par jour.

III – Autres tarifs :

Branchement électrique véhicule réfrigéré : 3.50 € par jour.

Branchement électrique simple : 3.50 € par jour.

Animation sur Domaine public : 25 € pour 3 mètres linéaires par jour.

Emplacement de mobiliers (distributeur de boissons, de glaces, rôti mobile ...) : 15 € par mois l'unité toutes charges comprises.

Emplacement d'un véhicule de vente sur place : 50 € par jour, toutes charges comprises.

Emplacement d'un cirque : 50 € par jour toutes charges comprises.

Emplacement d'un manège saisonnier :

Du 1^{er} octobre au 31 mars : 7.50 € le m² ; facturation mensuelle.

Du 1^{er} avril au 30 septembre : 15 € le m² ; facturation mensuelle.

(Tout mois entamé est dû dans son intégralité).

Emplacement d'un kiosque, bureau de vente, ... :

Du 1^{er} octobre au 31 mars : 7.50 € le m² ; facturation mensuelle.

Du 1^{er} avril au 30 septembre : 15 € le m² ; facturation mensuelle.

(Tout mois entamé est dû dans son intégralité).

La délibération annule et remplace la délibération n° 2022-07-07-2b votée en Conseil Municipal le 7 juillet 2022.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

ADOpte les modifications apportées à la grille tarifaire constituant « l'annexe I au règlement de l'occupation temporaire du domaine public : marchés, halles, braderies, activités foraines... sur la commune de Vias » comme exposé ci-dessus.

Délibération n° 2022-12-08-2f

Objet : Subvention à une association.

L'association « Les amis du Carnaval » a présenté un dossier de demande de subvention complet.

Cette association qui œuvre pour l'organisation d'animations carnavalesques et la gestion de l'animal totémique de la commune sollicite une subvention au titre de l'exercice 2022 afin de préparer l'organisation du carnaval de Vias 2023.

Ce projet défend le rayonnement de la ville et représente un intérêt communal qu'il convient de soutenir.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des votants ; les élus membres ne prenant pas part au vote,

DECIDE d'accorder une subvention d'un montant de 18 000 € à l'association « Les amis du Carnaval » au titre de l'exercice 2022.

PRECISE que la subvention pourra être versée sous forme d'acomptes.

Délibération n° 2022-12-08-2g

Objet : Fixation du mode de gestion des amortissements au 1^{er} janvier 2023.

Conformément aux dispositions de l'article L2321-2-27 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire à enregistrer dans le budget des collectivités dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants.

Sont considérés comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité.

L'amortissement, quant à lui, est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler.

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023 implique de faire évoluer le mode de gestion des amortissements traités, avant cette date, selon la nomenclature M14.

La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement des immobilisations au prorata temporis.

Sous l'empire de la nomenclature M14, tous les biens sont calculés en année pleine, avec un début d'amortissement au 1^{er} janvier N+1.

Ainsi, l'amortissement des biens acquis ou réalisés à compter du 1^{er} janvier 2023 commencera à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine.

En revanche, tout plan d'amortissement commencé avant le 31 décembre 2022 ne sera pas impacté par ces modifications.

Il convient en outre de noter que certains biens pourront déroger à la règle du prorata temporis.

Ces Biens sont les suivants :

Biens de faible valeur (moins de 1 000 €),

Fonds documentaires,

Biens acquis par lots (tables, chaises...),

Petit matériel divers (outillage, petit électroménager...).

Les durées d'amortissement des Biens du Budget Principal et des Budgets Annexes à compter du 1^{er} janvier 2023 sont les suivantes :

Compte d'acquisition	Catégorie de biens	Compte d'amortissement	Durée d'amortissement
202	Frais de réalisation de documents d'urbanisme	2802	2 ans
2031	Frais d'études	28031	2 ans
2032	Frais de recherche et développement	28032	2 ans
2033	Frais d'insertion	28033	2 ans
204xx1	Subventions d'équipement – Biens mobiliers, matériel et études	2804xx1	5 ans
204xx2	Subventions d'équipement – Bâtiments et installations	2804xx2	5 ans
204xx3	Subventions d'équipement – Projets infrastructures	2804xx3	5 ans
2046	Attributions de compensation d'investissement	28046	5 ans
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	28121	15 ans
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	28128	15 ans
21311	Constructions – Bâtiments administratifs	281311	30 ans
21312	Constructions – Bâtiments scolaires	281312	30 ans
21313	Constructions – Bâtiments sociaux et médicaux	281313	30 ans
21314	Constructions - Bâtiments culturels et sportifs	281314	40 ans
21316	Construction – Equipement cimetières	281316	10 ans
21318	Construction autres bâtiments publics	281318	10 ans
21321	Immeubles de rapport	281321	20 ans
21328	Autres bâtiments privés	281328	30 ans
21351	Installations générales, agencement, aménagement de constructions : bâtiments publics	281351	15 ans
21352	Installations générales, agencement, aménagement de constructions : bâtiments privés	281352	15 ans
2138	Autres constructions	28138	30 ans
2151	Réseaux de voirie	28151	20 ans
21533	Réseaux câblés	281533	20 ans
21534	Réseaux d'électrification	281534	20 ans

21538	Autres réseaux	281538	20 ans
21568	Autre matériel et outillage techniques	281568	10 ans
21578	Autre matériel et outillage de voirie	281578	6 ans
2158	Autres installations, matériel et outillage technique	28158	6 ans
2168	Autres collections et œuvres d'art	28168	10 ans
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	28181	15 ans
21828	Matériel de transport	281828	5 ans
21831	Matériel informatique scolaire	281831	2 ans
21838	Autres matériel informatique	281838	2 ans
21841	Mobilier de bureau scolaire	281841	10 ans
21848	Autres mobiliers de bureau	281848	10 ans
2185	Matériel de téléphonie	28185	2 ans
2188	Autres immobilisations corporelles	28188	15 ans

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

DECIDE d'abroger au 31 décembre 2022, la délibération n°2021-12-09-1d en date du 9 décembre 2021 définissant les durées d'amortissement pratiquées pour les biens acquis jusqu'à cette date.

RAPPELLE que tout plan d'amortissement commencé avant le 31 décembre 2022 se poursuivra jusqu'à son terme selon les modalités définies à l'origine.

DECIDE de mettre à jour les tableaux sur les méthodes d'amortissement comme détaillé ci-dessus, applicables aux différents budgets de la commune pour les amortissements pratiqués à compter du 1^{er} janvier 2023 concernant les biens acquis à compter du 1^{er} janvier 2023.

DECIDE de calculer l'amortissement pour chaque catégorie d'immobilisations de manière linéaire au prorata temporis, conformément aux règles définies par la nomenclature M57, excepté pour les biens suivants :

Biens de faible valeur (moins de 1 000 €)

Fonds documentaires

Biens acquis par lots (tables, chaises...)

Petit matériel divers (outillage, petit électroménager...)

Délibération n° 2022-12-08-2h

Objet : Admission en non-valeur – Budget communal.

Dans un souci de bonne gestion des deniers publics, le service des Finances recouvre les sommes impayées qui lui sont dues et ce depuis plusieurs exercices.

Pour cela, une liste de créances irrécouvrables a été communiquée par le Service de Gestion Comptable Littoral.

Les créances sont considérées comme irrécouvrables lorsque les diligences de la Trésorerie Principale sont restées sans effet sur leur recouvrement.

Il est nécessaire alors de supprimer les créances qu'il est impossible de recouvrer auprès du débiteur alors que l'ensemble des procédures juridiques de recouvrement dont dispose Madame la Trésorière Principale a été mis en œuvre.

Ainsi, Madame la Trésorière Principale ne pouvant faire le recouvrement de divers titres portant sur différents produits émis entre 1997 et 1999, demande l'inscription en non-valeur des titres ci-dessous, pour un montant total de 32 420.06 euros.

Titre n°174 de 1998 : Camping France Floride d'un montant de 1446.12 €

Titre n°341 de 1998 : Camping France Floride d'un montant de 1518.39 €

Titre n°420 de 1998 : Camping France Floride d'un montant de 1518.39 €

Titre n°330 de 1999 : Camping France Floride d'un montant de 1482.27 €

Titre n°471 de 1999 : Camping France Floride d'un montant de 1571.14 €

Titre n°702600000 de 1999 : Divers Débiteurs d'un montant de 63.52 €

Titre n°242 de 1997 : SCI CDM d'un montant de 24 820.23 €

Toutefois, il convient de préciser que l'admission en non-valeur de ces créances ne modifie pas les droits de la commune vis-à-vis des débiteurs. En effet, elle ne fait pas obstacle à un recouvrement ultérieur dans l'hypothèse où le débiteur reviendrait à une meilleure situation financière.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

DECIDE d'émettre un avis favorable à la proposition d'admission en non-valeur des créances pour un montant de 32 420.06 euros.

DIT que les crédits sont inscrits au budget communal, au titre de l'exercice 2022.

Délibération n° 2022-12-08-3a

Objet : Acquisition de l'immeuble 20 Rue de la République à l'EPF D'OCCITANIE

Dans le cadre de la convention opérationnelle « arrêté de carence 2020-2022 », une mission d'acquisitions foncières a été confiée à l'EPF d'Occitanie sur la Commune de Vias en vue de la réalisation de logements locatifs sociaux et de projets d'aménagement pour la réalisation de logements afin de permettre à la Commune de rattraper son retard en matière de production de logements locatifs sociaux selon les objectifs définis pour la période triennale 2017-2019.

Par arrêté en date du 7 décembre 2021, le Préfet du Département a délégué le droit de préemption au profit de l'EPF d'Occitanie sur la Commune de Vias, conformément à l'article L.210-1 al. 2 du Code de l'Urbanisme.

A ce titre, l'EPF d'Occitanie s'est porté acquéreur par préemption en accord sur le prix de l'immeuble cadastré section BW n° 183 et 184 (lot n° 4 pour une surface de 1 m²), situé 20 rue de la République.

L'EPF d'Occitanie propose à la Commune de procéder au rachat de l'immeuble susvisé pour l'aménagement d'un logement locatif social au prix de 61 264,82 € hors taxes sur la valeur ajoutée sur la marge, comprenant les dépenses liées à l'acquisition et au portage foncier mais se réserve le droit, en vue d'apurer ses comptes et en cas de dépense supplémentaire au titre du portage du bien sur l'année 2022, d'émettre un titre de recettes complémentaires, à l'effet de percevoir le complément du prix de revient.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

APPROUVE l'acquisition à l'EPF d'Occitanie de l'immeuble cadastré section BW n° 183 et 184 (lot n° 4 pour une surface de 1 m²) situé 20 rue de la République au prix de 61 264,82 € hors taxe sur la valeur ajoutée sur la marge, auquel s'ajouteront éventuellement les frais qui pourraient survenir ultérieurement en apurement des comptes de l'EPF Occitanie au titre du portage du bien.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte à intervenir ainsi que tout document y afférent.

Délibération n° 2022-12-08-3b

Objet : Avis sur le dossier d'Enregistrement de l'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement BIOMETHAGRI 34 à Florensac

La société BIOMETHAGRI 34 dont le siège social est situé à Saint-Thibéry a déposé le 12 septembre dernier auprès de la DREAL, pour son unité de méthanisation existante à Florensac, une demande d'enregistrement relevant de la rubrique n°2781-2b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Pour rappel, l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2020 n° PC 034 101 19 K0012 avait autorisé la construction d'une unité de méthanisation à Florensac. Celle-ci est en fonctionnement depuis le 4 novembre 2021. Elle traite aujourd'hui des matières végétales agricoles et issues de l'agro-alimentaire.

La société BIOMETHAGRI 34, désireuse d'accroître son activité de méthanisation, envisage de traiter des sous-produits animaux. Elle voit donc son régime évoluer vers un dossier d'enregistrement ICPE.

La procédure d'instruction d'un projet soumis au régime de l'enregistrement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement est prévue par les articles L.512-2 et L.512-15 et les articles R.512-46-8 à R.512-46-23 du Code de l'Environnement. Elle prévoit, notamment, que la demande doit faire l'objet d'une instruction réglementaire prévue aux articles R.512-46-1 à R.512-46-24 du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement et, être soumis pour avis au conseil municipal de la commune de Florensac où l'installation est projetée ; et à ceux des communes dont une partie du territoire est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour de l'installation et du plan d'épandage (Art. R.512-46-11 du Code de l'Environnement). Huit communes sont concernées par le plan d'épandage, dont celle de Vias.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (27 Pour / 2 Abstentions)

EMET un avis favorable au dossier d'enregistrement de l'Installation Classée Protection de l'Environnement BIOMETHAGRI 34 relative à une unité de méthanisation sur la commune de Florensac (34630).

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder aux formalités nécessaires et à signer toutes les pièces nécessaires dans le cadre de ce dossier.

Délibération n° 2022-12-08-3c

Objet : Approbation de la convention de participation financière aux investissements nécessaires à la construction d'un mur de clôture anti-bruit au droit de la Résidence de la Plage.

Les occupants de la résidence de la Plage subissent des nuisances sonores et olfactives par la présence du bloc sanitaire communal installé sur le domaine public communal au droit de ladite résidence.

Conformément aux pouvoirs de police générale du maire, celui-ci doit assurer la salubrité et la tranquillité publiques. En outre, il doit veiller au respect des dispositions du règlement sanitaire départemental.

Aussi, le comité syndical et la commune de Vias se sont entendus pour la construction d'un mur de clôture anti-bruit afin de faire cesser lesdites nuisances sonores et olfactives subies par la Résidence.

Le montant des travaux est fixé à 10 521.68 HT.

La commune a accepté de participer financièrement à cette opération de construction à hauteur de 50% soit un montant de 5 260.84 € HT et 6 313 € TTC.

Le montant et les modalités de versement par la Commune de cette participation au bénéfice du Syndicat des copropriétaires sont définis d'un commun accord entre les parties par la conclusion d'une convention (en annexe).

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

D'APPROUVER la convention de participation financière aux investissements nécessaires à la construction d'un mur de clôture anti-bruit au droit de la Résidence de la Plage ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer la convention ci-annexée et tout autre document nécessaire à son exécution ;

Délibération n° 2022-12-08-3d

Objet : Convention d'occupation domaniale pour l'installation de récepteurs et d'antennes nécessaires à la télérelève des compteurs d'eau sur des immeubles appartenant à la commune de VIAS.

Dans le cadre de la modernisation du système de relevé des compteurs d'eau, EBL-SEMOP a confié à SUEZ, la mise au point et le déploiement d'un dispositif novateur de relevé automatisé des compteurs à distance.

Le dispositif de relevé à distance retenu est fondé sur la lecture et la transmission automatique des index de consommation vers un système informatique centralisé.

Il comporte en particulier :

- Des émetteurs placés directement sur les compteurs d'eau des clients souscripteurs, avec des temps d'émission très faibles.

- Des récepteurs, reliés par câble à des antennes réceptrices, qui doivent être installées en hauteur, sur les toits, et qui permettent de récolter les données transmises par les émetteurs de tous les compteurs d'eau des immeubles situés dans un rayon de cinq cents mètres environ. Ces informations sont ensuite transmises à un centre de traitement du Service des Eaux par le biais d'un téléphone portable intégré au récepteur.

SUEZ s'appuiera sur sa filiale Dolce Ô Service, société dédiée au déploiement des récepteurs et propriétaire du réseau de récepteurs.

Deux bâtiments ont été sélectionnés pour recevoir un récepteur et son antenne : le beffroi (ancienne mairie) situé place du 14 juillet (actuelle salle Yvon Vieu) et les ateliers municipaux.

La commune accepte donc l'implantation de ces équipements sur ses propriétés.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

APPROUVE la convention d'occupation domaniale pour l'installation de récepteurs et d'antennes nécessaires à la télérelève des compteurs d'eau entre Dolce Ô Service, filiale de SUEZ, et la Commune de Vias.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention susvisée et tout acte administratif ou notarié ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

Délibération n° 2022-12-08-3e

Objet : Alignement Chemin des Litanies : convention entre la Commune de VIAS et Monsieur David CANTERO

Monsieur David CANTERO est propriétaire de la parcelle cadastrée section BR n° 292, située 13 Avenue de la Mer à VIAS.

A l'occasion de la délivrance de la Déclaration Préalable de division n° 343322 K 0074, l'alignement de la parcelle sur le Chemin des Litanies a été établi. Un arrêté d'alignement n° 2022/229 a ainsi été délivré le 27 septembre 2022, conforme au projet de la ville de requalification de la voie, en portant la largeur de la voie à 7ml.

L'emprise à céder par Monsieur Cantéro, délimitée par le cabinet de géomètres CEAU est constituée des lots D, E et F issus de la parcelle BR n° 292 pour une superficie de 28 m². (Plan annexé).

La Commune de VIAS cède en contrepartie à Monsieur David CANTERO une emprise de 8 m² (lot G) cadastrée BR 293p, à charge pour la Commune de supporter la démolition de la clôture et sa reconstruction à la nouvelle limite.

A ce titre, une convention a été rédigée reprenant les conditions suivantes :

La Ville de VIAS accepte de procéder à la démolition de la clôture, propriété de Monsieur David CANTERO et à sa reconstruction à la nouvelle limite.

Cette nouvelle clôture, d'une longueur, d'environ 30 mètres linéaires, sera constituée d'un mur de 2 mètres de hauteur, sur fouille, le tout crépis sur les deux faces en échange de la bande de terre de 28 m² (lots D, E et F) issue de la parcelle BR n° 292, d'une valeur vénale de 50 € le m².

L'aménagement des accès du lot A et du lot B seront à la charge exclusive de Monsieur David CANTERO.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

APPROUVE l'emprise à céder par Monsieur David CANTERO à la commune de Vias, délimitée par le cabinet de géomètres CEAU, constituée des lots D, E et F issus de la parcelle BR n° 292 pour une superficie de 28 m² (Plan annexé) d'une valeur vénale de 50 € le m²,

APPROUVE que la Commune de VIAS cède en contrepartie à Monsieur David CANTERO une emprise de 8 m² (lot G) cadastrée BR 293p, à charge pour la Commune de supporter la démolition de la clôture et sa reconstruction à la nouvelle limite,

APPROUVE que cette nouvelle clôture, d'une longueur d'environ 30 mètres linéaires sera constituée d'un mur de 2 mètres de hauteur, sur fouille, le tout crépis sur les deux faces,

APPROUVE que l'aménagement des accès du lot A et du lot B seront à la charge exclusive de Monsieur David CANTERO,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention, l'acte à intervenir ainsi que tout document y afférent.

Délibération n° 2022-12-08-3f

Objet : Reversement de la part communale de la Taxe d'Aménagement (TA) perçue sur les zones d'activités communautaires.

Monsieur le Maire expose les dispositions de l'article 109 de la loi de finances pour 2022, loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 rendant obligatoire à compter du 1er janvier 2022 le reversement total ou partiel du produit de la part communale de la taxe d'aménagement (TA). Ce reversement est réalisé à l'établissement public de coopération intercommunale ou aux groupements de collectivités dont la commune est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de la commune, de leurs compétences, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Jusqu'à maintenant la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée ne perçoit aucune part de la taxe d'aménagement (TA).

La commune de Vias et la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM) doivent donc s'accorder sur le reversement de tout ou partie du produit de la taxe d'aménagement à compter du 1^{er} janvier 2022 et ses modalités de mise en œuvre.

Le partage doit tenir compte des dépenses d'équipements publics que l'intercommunalité finance du fait de ses compétences sur le territoire communal.

Au titre de sa compétence en matière de développement économique, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM) crée et aménage les zones d'activités communautaires en vue de permettre le développement et/ou l'installation de nouvelles entreprises sur son territoire.

En conséquence, cette compétence portée par la CAHM génère des retombées fiscales pour la commune avec la perception de la TA et de la Taxe Foncière.

Le Conseil Communautaire a décidé le 3 octobre 2022, à l'unanimité, d'instituer le reversement intégral à la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée du produit de la Taxe d'Aménagement perçue par les communes pour l'ensemble des autorisations d'urbanisme délivrées sur les parcelles situées dans le périmètre des zones d'activités économiques actuelles ainsi que dans toute nouvelle zone d'activités à venir.

La commune de Vias devra reverser le produit de la part communale de la taxe d'aménagement perçue sur ces zones à la Communauté d'Agglomération, avant le 30 juin de l'année N+1 afin de compenser les travaux d'aménagement supportés par la CAHM.

Il est à noter que les délibérations concernant le partage de la Taxe d'Aménagement de 2022 entre les communes et leur communauté doivent intervenir d'ici le 31 décembre 2022 pour une application dès 2022.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

DECIDE d'instituer à compter du 1er janvier 2022 un reversement du produit de la part communale de la taxe d'aménagement, perçue sur les zones d'activités communautaires pour la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, conformément à l'article 109 de la loi de finances pour 2022.

DECIDE d'appliquer cette disposition sur le montant de la taxe d'aménagement perçu par la commune au cours de l'exercice 2022 et suivants.

NOTE que le reversement à la CAHM devra avoir lieu avant le 30 juin de l'année suivante.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder aux formalités nécessaires et à signer toutes les pièces nécessaires dans le cadre de ce dossier.

CHARGE Monsieur le Maire de notifier cette décision au Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée.

PRECISE que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Délibération n° 2022-12-08-3g

Objet : Correction matérielle - Elargissement Avenue de la Plage – Acquisition parcelle AX 69p appartenant aux époux BOUISSET : protocole d'accord transactionnel.

Dans le cadre de l'opération d'ampleur de requalification de la station balnéaire, le plan de circulation a été réorganisé.

Ainsi a été créé le prolongement de l'Avenue de la Plage jusqu'à l'Avenue des Pêcheurs, reliant l'Avenue de la Méditerranée au giratoire des Trois Plages.

Le profil de cette nouvelle voie présente une largeur de 10m, permettant une circulation à double sens, un cheminement piéton et cycle et une noue paysagère pour l'écoulement des eaux pluviales.

Pour permettre cet élargissement, il est nécessaire d'acquérir 168 m² issus de la parcelle cadastrée section AX n°69 appartenant à Madame et Monsieur BOUISSET.

Par délibération du 26 septembre 2019, le Conseil Municipal a décidé d'acquérir une bande de terre de 168 m² issue de la parcelle cadastrée section AX n°69 aux époux BOUISSET pour un montant total de 28 275 €.

Toutefois, suite à une erreur matérielle, le protocole transactionnel n'a pu être signé par les deux parties puisqu'il mentionnait une somme de 3000 € seulement au titre de l'indemnité d'occupation, contre 3 300 € convenus.

Le protocole a été rectifié et comprend :

16 830 € d'acquisition du terrain de 168 m² à prendre sur la parcelle AX 69,

3 300 € d'indemnité d'occupation,

8 445 € de perte et remplacement des plantations

Le montant total des sommes dues par la Commune de Vias au bénéfice des époux BOUISSET s'élève donc à la somme de 28 575 €, montant visé dans le protocole d'accord transactionnel signé par les vendeurs le 7 novembre 2022.

La Commune prendra à sa charge tous les frais occasionnés par cette acquisition.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

APPROUVE d'acquérir une bande de terre de 168m² issue de la parcelle cadastrée section AX n°69 aux époux BOUISSET pour un montant total de 28 575 €, montant visé dans le protocole d'accord

transactionnel signé par les vendeurs le 07 novembre 2022, à charge pour la commune de régler tous les frais occasionnés par cette acquisition,
AUTORISE Monsieur le Maire à signer le protocole d'accord signé par les vendeurs le 7 novembre 2022, l'acte à intervenir, ainsi que tout document y afférent.

Délibération n° 2022-12-08-3h

Objet : Acquisition de la parcelle cadastrée section CS n° 33 lieu-dit « SAINT PRIVAT » à la SAFER OCCITANIE

Dans le cadre de la mise en place d'un Schéma d'Intervention Foncière (SIF), approuvé par délibération du Conseil Municipal du 19 septembre 2012, la commune de Vias, en partenariat avec le Département de l'Hérault, le Conservatoire du Littoral et la SAFER, a souhaité mener une action foncière concertée et adaptée aux diverses situations locales.

A cette fin, des périmètres d'intervention spécifiques ont été délimités afin que chaque organisme puisse avoir, de manière complémentaire, une action privilégiée en adéquation avec ses moyens et ses compétences.

Les missions confiées à la SAFER permettent d'accompagner la stratégie communale de préservation des espaces ruraux, de favoriser l'aménagement foncier restructurant pour répondre aux sollicitations des porteurs de projet et de conforter les exploitations agricoles et para-agricoles existantes ou en devenir.

Les principales actions menées par la SAFER sont les suivantes :

Surveiller et anticiper les cessions foncières pour en assurer une orientation raisonnée et concertée dans le respect de l'esprit des réglementations existantes tout en évitant la spéculation foncière,

Rationaliser la gestion du foncier dont la commune dispose par une revente ponctuelle et surtout une mise en valeur agricole par des locations,

Animer le foncier pour favoriser la création d'îlots de taille et de structure compatibles avec une activité agricole productive.

A ce titre, la SAFER Occitanie, s'est portée acquéreur de la parcelle cadastrée CS n° 33 lieu-dit « SAINT PRIVAT » située en zone A au Plan Local d'Urbanisme d'une superficie de 5 748 m².

La SAFER demande au Conseil Municipal de procéder au rachat de la parcelle susvisée au prix de 5 184,00 € TTC, soit 0,90 €/m².

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

APPROUVE l'acquisition de la parcelle cadastrée CS n° 33 lieu-dit « SAINT PRIVAT », d'une superficie de 5 748 m², au prix de 5 184,00 € TTC

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte à intervenir ainsi que tout document y afférent.

Délibération n° 2022-12-08-3i

Objet : Renouveaulement de la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) Côte Ouest de Vias.

La commune de Vias est exposée au premier plan au phénomène de submersion marine et d'érosion côtière sur tout le secteur Ouest de la côte.

Le 27 avril 2017, la ZAD « Côte Ouest », a été créée par le Préfet de l'Hérault, afin de constituer une réserve foncière nécessaire au réaménagement de la Côte Ouest. Les objectifs étaient de :

Protéger, en relocalisant à moyen terme, les activités menacées par le recul du trait de côte et reconstituer un espace balnéaire accessible à tous permettant ainsi de favoriser le maintien et le développement d'activités de loisir et de tourisme.

Lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux.

Sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine non bâti.

Depuis sa création, la ZAD a permis :

De stabiliser les prix du marché foncier et de préserver le secteur.

De constituer une réserve foncière grâce à l'action partenariale menée avec l'EPF Occitanie.

La durée de vie de cette ZAD étant de 6 ans et s'achevant le 28/04/2023, la commune, désireuse de poursuivre son projet initial, souhaite saisir le Préfet du Département de l'Hérault en vue du renouvellement de la zone d'aménagement différé (ZAD) Côte Ouest sur laquelle elle est bénéficiaire du droit de préemption. Il est effectivement essentiel de poursuivre la mise à l'abri des enjeux, biens et activités menacés par le recul du trait de côte et/ou la submersion marine.

La demande de renouvellement de la ZAD porte sur le même périmètre que précédemment délimité sur le plan annexé à la présente délibération avec la liste des parcelles incluses dans le périmètre initial.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à la majorité (27 Pour / 2 Abstentions)

EMET un avis favorable au renouvellement, pour 6 ans, de la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) Côte Ouest sur la commune de Vias.

DEMANDE à Monsieur le Préfet de l'Hérault de renouveler pour 6 ans cette Zone d'Aménagement Différé (ZAD) Côte Ouest, qui relève de l'intérêt général, sur le périmètre initial.

DEMANDE à Monsieur le Préfet de l'Hérault de renouveler la désignation de la commune de Vias en qualité de titulaire du droit de préemption inhérent à la zone.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder aux formalités nécessaires et à signer toutes les pièces nécessaires dans le cadre de ce dossier.

Délibération n° 2022-12-08-4a

Objet : Modification du tableau des effectifs

Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par leur organe délibérant.

Il leur appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions légales ci-dessous.

Dans le cadre du recrutement d'un Directeur des Ressources Humaines, il convient de modifier le tableau des effectifs en créant le grade de Directeur Territorial, appartenant au Cadre d'emploi des attachés territoriaux.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE,

Et par vote à mains levées, à la majorité (25 Pour / 4 Abstentions)

DECIDE :

DE MODIFIER le tableau de l'effectif du personnel.

D'INSCRIRE les crédits correspondants au budget, chapitre 012.

D'AUTORISER l'autorité territoriale à signer tout acte y afférant.

Délibération n° 2022-12-08-4b

Objet : Adhésion au contrat d'assurance des risques statutaires et à la mission de suivi et d'assistance au contrat du CDG 34

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34) propose un service facultatif d'assurance des risques statutaires afférents aux personnels territoriaux en application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986 ;

A cet effet, le CDG 34 a retenu pour le compte des collectivités et établissements employant plus de 29 agents relevant de la CNRACL un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;

La ville de Vias a donné mandat au CDG 34 pour la mise en concurrence du contrat d'assurance afin de couvrir les risques statutaires des agents de la collectivité pour une durée de 3 ans soit du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2025.

Sofaxis (courtier en Assurances) et CNP (Assureur) ont été retenus comme titulaires de ce contrat.

Concernant la couverture des risques statutaires afférents aux agents affiliés à la CNRACL (agents titulaires et stagiaires dont le temps de travail est supérieur ou égal à 28 heures hebdomadaires), les conditions de couverture et financières proposées au titre du contrat groupe sont les suivantes :

Désignation des risques	Franchises	Taux
Décès décret 2021		0.23%
Accident du travail et Maladie Imputable au service	Sans franchise	1.23%
	10 jours	1.12%
	15 jours	1.02%
	20 jours	0.98%
	30 jours	0.92%
Longue Maladie et Maladie de Longue Durée	Sans franchise	3.50%

	30 jours	3.36%
	90 jours	3.01%
	180 jours	2.45%
Maladie Ordinaire	10 jours	3.69%
	15 jours	3.30%
	20 jours	2.92%
	30 jours	2.37%
Maternité	Sans franchise	0.31%

Les taux ci-dessus sont garantis sur les deux premières années avec renonciation à la faculté de résiliation annuelle.

Le choix des garanties proposées par le CDG 34 est laissé à l'appréciation de la commune de Vias en fonction de ses besoins.

En effet, après étude effectuée par les services des Ressources Humaines et des Finances, il est proposé au Conseil Municipal de choisir les garanties suivantes pour une durée de 3 ans soit du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025 :

Désignation des risques	Franchises	Taux
Décès décret 2021		0.23%
Accident du travail et Maladie Imputable au service	30 jours	0.92%
Longue Maladie et Maladie de Longue Durée	180 jours	2.45%

Enfin, la signature de la convention d'adhésion au service d'assurance statutaire donne lieu à la perception par le CDG 34 d'une rémunération spécifique d'un montant représentant 0.12% du montant de la masse salariale déclarée à l'URSSAF.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

D'ADHERER au service d'assurance statutaire du CDG 34 dans le cadre du contrat groupe 2023-2025 ;

D'ACCEPTE la proposition suivante :

Courtier/Assureur : SOFAXIS/CNP

Durée du contrat : à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2025

Régime du contrat : Capitalisation

Préavis : Adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de six mois.

Adhésion : contrat uniquement pour les agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL. Sont donc exclus les agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL (Temps non complet < 28 heures) et les agents contractuels de droit public.

Les risques assurés sont :

Désignation des risques	Formule de franchise	Taux
Décès	Sans franchise	0.23%
Longue maladie et maladie longue durée	180 jours	0.92%
Temps partiel thérapeutique, mise en disponibilité d'office pour maladie, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire : Inclus dans les taux		
Accident et maladie imputable au service	30 jours	2.45%

Le taux s'applique sur le Traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension.

D'ACCORDER au titre de la mission facultative de mise en place, de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance statutaire, une rémunération fixée à 0.12% de la masse salariale déclarée à l'URSSAF au CDG 34 correspondant aux prestations fournies aux communes et établissements bénéficiaires.

D'APPROUVER la convention de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance des risques statutaires est annexée à la présente délibération.

D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer la convention ci-annexée et tout acte y afférent.

Délibération n° 2022-12-08-4c

Objet : Recrutement d'un vacataire pour le suivi et les contrôles des opérations foncières, notamment de déclaration d'intention d'aliéner

En cas de besoin du Service Public, il convient parfois d'avoir recours, ponctuellement, à une personne supplémentaire lors d'un surcroît de travail.

La commune de Vias, pour assurer les missions de suivi et de contrôles des opérations foncières, notamment des déclarations d'intention d'aliéner (DIA), doit faire appel aux services d'une personne assurant ces missions.

Considérant qu'il s'agit d'un travail spécifique et ponctuel à caractère discontinu qu'il est difficile de quantifier à l'avance, il est proposé de rémunérer l'agent après service fait sur la base d'un forfait horaire de 40 € brut, dans la limite de 40 heures par mois.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

ACCEPTE la création d'un emploi vacataire au sein de la Ville de Vias.

ACCEPTE que Monsieur le Maire procède au recrutement.

PREVOIT que la personne recrutée ne travaille qu'en cas de besoin et sur demande expresse de Monsieur le Maire.

PREVOIT que la rémunération à la vacation intervienne après service fait et s'élève à un forfait horaire de 40 € brut, dans la limite de 40 heures par mois.

PREVOIT de prélever les dépenses correspondantes sur le Budget principal de la Ville de Vias.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir, ainsi que tout document y afférent.

S'ENGAGE à inscrire au budget de l'année 2023 de la commune :

En dépense, chapitre 012 article 64131 : la somme de 19 200 euros.

Délibération n° 2022-12-08-4d

Objet : Renouvellement de notre adhésion au Pôle Médecine préventive du CDG34.

Conformément à l'article L 812-3 du Code général de la fonction publique, les collectivités territoriales et leurs établissements publics doivent disposer d'un service de médecine préventive, soit en créant leur propre service, soit en adhérant aux services de santé au travail interentreprises ou assimilés, à un service commun à plusieurs employeurs publics ou au service créé par le centre de gestion selon les modalités mentionnées à l'article L 452-47.

La convention d'adhésion à la Médecine préventive 2020-2022, signée en juin 2020, arrive à échéance le 31 décembre 2022.

Aussi, afin de pouvoir assurer la continuité du suivi des agents confiés à ce jour et à venir, le CDG 34 a fait parvenir à la collectivité la nouvelle convention d'adhésion 2023-2025.

Celle-ci a pour objet de définir les modalités d'intervention du Pôle médecine préventive du CDG 34 auprès de l'entité, en termes de :

Moyens

Volume des interventions

Identification des agents

Surveillance médicale

Examen médical à l'embauche

Surveillance médicale périodique

Autre examen médical

Lieu des visites et modalités d'organisation

Aménagements de poste de travail ou conditions d'exercice des fonctions

Action sur le milieu professionnel

Conseil

Fiche relative aux risques professionnels

Avis et traitement d'informations diverses

Rapport annuel d'activité

Modalités financières

Cotisation de participation aux frais de fonctionnement du pôle médecine

Tarif de l'examen médical périodique

Évolution tarifaire

Durée

Conditions de résiliation

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE,

Et par vote à mains levées, à l'unanimité
DECIDE d'approuver le renouvellement de l'adhésion.

L'ordre du jour est épuisé. La séance est levée à 19H25.

Compte rendu affiché le :

12/12/2022

Maitre Jordan DARTIER
Maire de Vias

